

*Questions orales*

L'objectif est-il encore de 10 p. 100 pour le Canada atlantique et l'agence travaillera-t-elle de concert avec l'industrie aérospatiale du Canada atlantique afin que l'on retire le plus d'avantages possible?

**L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences):** Monsieur le Président, je voudrais assurer à mes collègues que la répartition régionale des marchés de l'agence spatiale fait partie intégrante de la politique du gouvernement. Il faut se rendre compte qu'au Canada, l'industrie spatiale s'est au fond développée quelque peu inégalement dans les régions.

Certaines enregistreront peut-être un retard par rapport à d'autres pendant un certain temps, mais je puis assurer au député que le gouvernement a et aura pour politique de travailler de concert avec l'industrie spatiale elle-même pour faire en sorte que toutes les régions du pays retirent de réels avantages de tout le programme spatial.

\* \* \*

[Français]

**L'AGRICULTURE**

**L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel):** Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre de l'Agriculture. Le 15 février dernier, les producteurs canadiens devaient recevoir une augmentation de prix pour leur lait industriel. Apparemment, le gouvernement a changé la formule antérieurement utilisée pour établir la valeur des fermes reçues par héritage, au Québec, si bien que l'augmentation a été annulée malgré une augmentation substantielle des coûts d'opération pour l'année écoulée. Pourquoi le gouvernement a-t-il changé sa méthode de calculer les coûts pour les producteurs et pourquoi cette discrimination à l'égard des producteurs de lait industriel du Canada et du Québec en particulier?

**L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)):** Monsieur le Président, je suis obligé de corriger un peu les chiffres avancés par mon collègue de Papineau—Saint-Michel. C'est que si on avait suivi les calculs qui auraient mené à la fixation du prix du lait industriel cette année, cela aurait entraîné une baisse du prix du lait industriel d'à peu près 1,34 \$, et après en avoir discuté longuement, le ministre de l'Agriculture, les autres parties intéressées et moi-même en sommes venus à la conclusion qu'il était préférable, considérant qu'un groupe de travail réunit toutes les parties intéressées, ce qui ne s'était pas vu du temps des libéraux, de consulter les gens. Il y a donc un groupe de travail qui réunit l'industrie, les producteurs, tous les gens intéressés dans le secteur du lait, qui travaillent actuellement afin de nous remettre un rapport dans les

prochains mois, qui puisse nous aider à trouver finalement une formule qui plaira à tout le monde. Nous avons donc décidé de maintenir le prix à son niveau plutôt que de le diminuer. C'était une excellente nouvelle pour les producteurs de lait canadien.

**L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel):** Monsieur le Président, c'est une réponse longue et pénible que le ministre essaye de nous donner alors que la réalité est très simple.

Les producteurs de lait industriel ont clairement établi que les coûts ont augmenté de 2,8 p. 100, et qu'en conséquence le prix devrait augmenter correspondant à cette augmentation des coûts.

Or, si le ministre est obligé d'embaucher des experts de l'extérieur pour essayer de justifier sa mauvaise décision et la mauvaise politique de son gouvernement, je lui demande tout simplement de reviser cette décision qui, à mon avis, n'a probablement pas été prise à Ottawa mais peut-être à Genève ou à Washington, et de donner aux producteurs de lait industriel ce qu'ils méritent.

**L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)):** Monsieur le Président, ce gouvernement n'a pas de leçon longue et pénible à recevoir de l'opposition, qui avait laissé pourrir le dossier du lait industriel pendant plus de cinq ans. Cinq ans avant que nous arrivions au pouvoir, les producteurs de lait canadiens n'avaient pas connu ce qu'était une politique laitière à long terme, monsieur le Président. Ce gouvernement a mis en place une politique laitière à long terme, que nous avons promis de reconduire, mais nous le faisons en consultation avec les producteurs agricoles, avec tous les gens du secteur, monsieur le Président.

Nous n'avons pas de leçon à recevoir du gouvernement libéral qui nous a précédé et qui, lui, avait simplement fait en sorte que les cultivateurs soient contre. Et, actuellement, ce que vous voyez, et mon collègue devrait le savoir, les producteurs agricoles. . .

\* \* \*

[Traduction]

**LES PROGRAMMES DESTINÉS AUX AUTOCHTONES**

**M. Jack Iyerak Anawak (Nunatsiaq):** Monsieur le Président, c'est au président du Conseil du Trésor que je m'adresse.

Le ministre est en effet chargé de mettre au point les méthodes devant permettre la mise en application de la nouvelle politique commerciale que le gouvernement a annoncée dans son budget et qui vise à éliminer certaines subventions aux entreprises commerciales et à assurer le remboursement des autres.